

« Études économiques de l'OCDE » sur la France

L'OCDE a publié en mars 2015 une étude sur la France. Celle-ci souligne notamment : « La France ne manque pas d'atouts (...) mais le PIB potentiel a ralenti en partie à cause de la crise, la reprise économique a été décevante et le chômage est à un niveau élevé et continue d'augmenter. Les finances publiques sont fragiles, avec un déficit chronique et un poids important des dépenses publiques, qui s'accompagne d'une fiscalité élevée et d'un endettement en hausse. L'importante complexité des systèmes et institutions souligne le besoin d'accélérer les efforts de simplification ». Les principales conclusions de l'étude peuvent se résumer comme suit : (1) Le défi le plus important est de réformer le marché du travail afin de promouvoir la création d'emploi ; (2) les dépenses publiques sont trop élevées ; (3) plusieurs faiblesses des marchés de produits nuisent aussi à la performance économique. Les principales recommandations de l'OCDE sont (1) de faire du marché du travail la priorité des réformes structurelles ; (2) de réduire le poids des dépenses publiques pour une fiscalité plus favorable à une croissance durable ; (3) de fournir un enseignement et une formation professionnels de qualité pour ceux qui en ont le plus besoin ; (4) d'améliorer la compétitivité de l'économie et l'environnement des entreprises.

Le rapport : http://www.keepeek.com/Digital-Asset-Management/oced/economics/etudes-economiques-de-l-ocde-france-2015_eco_surveys-fra-2015-fr#page1

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – BCE – Déclaration introductive de la BCE

Le Conseil des gouverneurs de la BCE, lors de sa réunion du 15 avril 2015, a décidé de laisser inchangés ses taux d'intérêt directeurs. Par ailleurs, le Conseil est revenu sur les mesures de politique monétaire non conventionnelle : « (...) nous avons commencé à acheter, le 9 mars 2015, des titres en euros du secteur public dans le cadre de notre programme étendu d'achats d'actifs (...). Ces achats devraient être effectués jusque fin septembre 2016 et, en tout cas, jusqu'à ce que nous observions un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à notre objectif de taux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme. (...) La mise en œuvre de nos programmes d'achats d'actifs se déroule sans heurts, les volumes d'achats de titres étant conformes au chiffre annoncé de 60 milliards d'euros par mois. En outre, l'efficacité des mesures de politique monétaire que nous avons adoptées apparaît clairement. La situation sur les marchés financiers et le coût du financement externe pour le secteur privé se sont détendus nettement au cours des derniers mois et les conditions d'emprunt appliquées aux entreprises et aux ménages se sont sensiblement améliorées, la demande de crédits ayant augmenté. Dans les prochains mois, nous nous attacherons à mettre pleinement en œuvre les mesures de politique monétaire que nous avons prises. À travers ces mesures, nous contribuerons à une poursuite de l'amélioration des perspectives économiques, à une réduction de la sous-utilisation des capacités de production et à une reprise de la croissance de la monnaie et du crédit. (...) »

<https://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150415.fr.html>

2 - BCE – Compte-rendu de la réunion du Conseil des gouverneurs de la BCE

Comptes-rendus (traduits en français) des réunions de politique monétaire du Conseil des gouverneurs de la BCE qui se sont tenues à Francfort les 21 et 22 janvier et à Nicosie les 4 et 5 mars 2015.

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/cp-bce-compte-rendu-de-la-reunion-de-politique-monetaire-du-conseil-des-gouverneurs-20150219.pdf

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosysteme_et_international/CR-conseil-gouverneurs-reunion-politique-monetaire-02-04-2015.pdf

3 – Eurostat

Dans la zone euro (ZE19), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,3 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 11,4 % de janvier 2015 et à celui de 11,8 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans la zone euro depuis mai 2012. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 9,8 % en février 2015, en baisse par rapport au taux de 9,9 % de janvier 2015 et à celui de 10,5 % de février 2014. Il s'agit du taux le plus faible enregistré dans l'UE28 depuis septembre 2011. Ces chiffres sont publiés par Eurostat. L'office statistique de l'Union européenne estime qu'en février 2015, 23,887 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,204 millions dans la zone euro. Par rapport à janvier 2015, le nombre de chômeurs a diminué de 91 000 dans l'UE28 et de 49 000 dans la zone euro. Comparé à février 2014, le chômage a baissé de 1,547 million de personnes dans l'UE28 et de 643 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en février 2015 ont été enregistrés en Allemagne (4,8 %) ainsi qu'en Autriche (5,3 %), et les plus élevés en Grèce (26,0 % en décembre 2014) et en Espagne (23,2 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2015-293 du 16 mars 2015 relatif à l'information du consommateur lors de l'offre d'un crédit renouvelable sur le lieu de vente ou en vente à distance.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030361634&categorieLien=id>

Décret n° 2015-362 du 30 mars 2015 relatif aux obligations déclaratives des entreprises d'assurance et organismes assimilés.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030419454&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014

L'encours total des crédits aux entreprises déclarés au Service central des risques (SCR) de la Banque de France s'élève à 4,5 milliards d'euros au 31 décembre 2014 et croît de 4,5 % sur un an (contre -0,1 % à fin 2013). Les concours mobilisés, qui représentent 87,8 % de l'encours total, enregistrent une progression de 5,4 % sur l'année (après +0,3 % à fin 2013), imputable à la croissance des crédits à moyen et long terme (+7,3 %) et du crédit-bail (+1,6 %). En revanche, les crédits mobilisables s'inscrivent en diminution sur douze mois (-1,2 % après -2,1 % à fin 2013).

À fin 2014, les secteurs des activités immobilières, de soutien aux entreprises et du commerce concentrent 79,6 % des financements. L'immobilier, principal contributeur à l'évolution annuelle de l'encours et premier bénéficiaire de l'activité de crédit (46,2 % de l'encours total) reste bien orienté (+4,1 %).

En parallèle, les activités de soutien aux entreprises (25,0 % de l'encours total) progressent de 2,9 %. Les encours alloués au secteur du commerce (8,4 % de l'encours total) sont également en hausse (+5,3 % sur douze mois), tirés notamment par la croissance du marché automobile en fin d'année.

Bilan 2014 de l'AFD en Guadeloupe

En 2014, l'activité de l'Agence française de développement (AFD) s'est maintenue à un niveau élevé dans les territoires ultramarins s'élevant à 1,5 milliard € et représentant ainsi 19 % de l'activité du groupe AFD. En cohérence avec la ligne directrice de sa stratégie pour 2014-2016, l'AFD a renforcé le financement de projets dans le secteur privé, les énergies renouvelables et l'aménagement urbain et enregistre une hausse record de 43 % des engagements auprès des acteurs publics par rapport à 2013. En Guadeloupe, 318 millions € ont été engagés, dont 3,7 millions € de prêt en faveur du secteur privé pour le renouvellement d'une centrale à Marie-Galante et 5 millions € de préfinancement d'une subvention européenne et d'État pour la commune de Saint-Martin afin de faciliter le paiement des travaux de réalisation d'une cité scolaire.

L'emploi salarié marchand guadeloupéen se rétracte au 3^e trimestre 2014

L'emploi salarié marchand guadeloupéen continue de se rétracter : après un début d'année marqué par un rebond, le repli observé au second trimestre 2014 se confirme au troisième trimestre. Cette tendance est davantage accentuée dans la construction qu'au sein du secteur tertiaire marchand et surtout celui de l'industrie. Celui-ci résiste en effet mieux à la crise en limitant sa baisse à - 1,3 % par rapport au second trimestre. Les principaux secteurs concurrentiels (comme ceux de l'hébergement et la restauration, du transport, et du commerce) sont en repli, à l'exception de celui des autres activités de service. En particulier, l'hébergement et la restauration affichent 8,1 % de baisse par rapport au trimestre précédent, et 4,2 % de baisse par rapport au troisième trimestre 2013.

Source : <http://www.insee.fr>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Cout du crédit aux entreprises à la Guadeloupe et dans les autres DOM » (relative au mois d'octobre 2014) et « Suivi des crédits aux entreprises au 31 décembre 2014 ». Ces notes sont téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

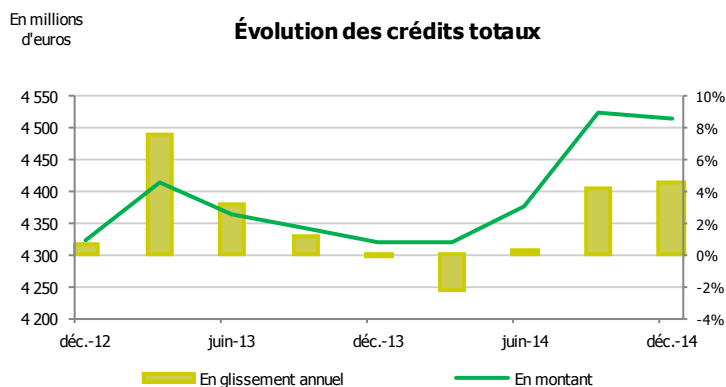
Résultats des élections départementales 2015

Les élections départementales se sont déroulées le 22 et 29 mars 2015. En Guadeloupe, le taux d'abstention était de 55,6 % au premier tour et de 51,5 % au second tour. 42 conseillers départementaux ont été élus au sein des 21 cantons de la Guadeloupe. Le Parti socialiste (PS) et celui des « Divers gauche » occupent respectivement 20 sièges et 18 sièges. Les partis de l'Union pour un mouvement populaire (UMP) et des « Divers droite » occupent chacun 2 places.

Le 2 avril 2015, Josette Borel-Lincertin a été élue présidente du Conseil départemental et succède à Jacques Gillot. La nouvelle assemblée a également formé sa commission permanente et nommé 12 vice-présidents.

Projet de reconstruction du CHU

Fin mars 2015, l'État a confirmé son engagement financier relatif à la reconstruction du CHU. Ce projet, dont le montant s'élève à 590 millions €, sera intégralement financé par l'État. La mise en œuvre de cette reconstruction se fera avec le soutien de l'ARS. L'hôpital, construit à la fin des années 1970, est classé en risque sismique majeur et ne répond plus aux normes actuelles.



Participation de la Guadeloupe à la 20^e réunion de l'AEC

Le 10 mars 2015, la région Guadeloupe, représentée par Thérèse Marianne-Pépin, a participé à la 20^e réunion ordinaire du Conseil des ministres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC). Les élections de présidence de Comité se sont notamment déroulées lors de cette réunion. Pour rappel, en 2014, la région Guadeloupe occupait les fonctions de présidence du Comité sur la prévention des risques de catastrophe et de vice-présidence du Comité spécial sur le transport. Pour l'année 2015, la région Guadeloupe a obtenu la présidence du Comité des représentants nationaux du fonds spécial. Celui-ci est relatif à différents projets dont celui du réseau des carnivals caribéens. La région Guadeloupe conserve par ailleurs sa fonction de vice-présidence du Comité spécial sur le transport pour l'année 2015.

Partenariats renforcés de l'AFD en Guadeloupe avec la Région et l'ARS

Dans le cadre de sa politique en matière de développement économique, le Président de la Région Guadeloupe, Victorin Lurel, a signé une convention de partenariat le 26 février 2015 avec l'Agence française de développement (AFD), représentée par Fabrice Richy. Cet accord a pour vocation, selon le président, de développer la complémentarité et les synergies dans différents domaines entre les deux institutions. L'Agence régionale de santé (ARS) et l'AFD ont également mis en place une coopération rapprochée afin de renforcer l'efficacité globale de leur intervention en faveur de la santé de la population guadeloupéenne. Un accord de partenariat a donc été signé le 27 février 2015 par Fabrice Richy, directeur du département Outre-Mer de l'AFD et Patrice Richard, directeur de l'ARS Guadeloupe.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Saint-Martin : construction d'une nouvelle station d'épuration

Début mars, l'Établissement des eaux et de l'assainissement de Saint-Martin (EEASM) a lancé un avis de marché relatif à la conception et à la réalisation d'une nouvelle station d'épuration à Quartier d'Orléans. La station actuelle, d'une capacité de 2 500 équivalent habitant, ne répond plus aux normes européennes. La future station aura une capacité de traitement 7 fois supérieure, égale à 18 000 équivalent habitant à l'horizon 2030. Le processus de traitement retenu est celui des boues activées qui permettra un traitement poussé de l'ensemble des paramètres, dont l'azote et le phosphore. Le financement de ce projet s'élève à 12,5 millions € : 5,7 millions € seront notamment financés par le fonds européen FEDER et 4,7 millions € seront financés par l'État.

Saint-Barthélemy : vote du budget primitif 2015 de la Collectivité

Le 31 mars 2015, les élus de la Collectivité ont voté le budget primitif 2015. Il s'élève à un montant de 117 millions €, dont près de 53 millions € en fonctionnement et plus de 63 millions € en investissement. Selon le président de la Collectivité Bruno Magras, aucun investissement majeur n'est envisagé cette année. Il est ainsi prévu de poursuivre les travaux en cours, comme le soutènement de la route entre l'Œuf et le colombier, la pose de la fibre optique et le réaménagement des anciens dortoirs de Lorient. Concernant les recettes fiscales pour l'année 2015, la prévision faite par les élus de Collectivité s'élève à 46,2 millions €. Le montant des recettes fiscales de l'année 2014 s'était établi à 46,5 millions €.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Février	2015	129,1 127,3	0,0 % 0,7 %	-0,6 % -0,3 %	
Demandeurs d'emploi (Source : Deccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Février	2015	57 450	0,6 %	1,6 %	
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Février	2015	26,1 369,9	- -	-21,0 % -11,4 %	
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Mars	2015	390	20,4 %	20,4 %	
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Mars	2015	19 303 502	-0,6 % 23,6 %	-3,0 % -12,4 %	

INDICATEURS SECTORIELS						Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Février	2015	196 369	2,9 %	7,1 %	
			Cumul annuel		387 250	-	3,5 %	
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Février	2015	223 755	-14,1 %	-16,7 %	
	Nombre de passagers (entrées + sorties)		Février	2015	103 517	-0,9 %	17,6 %	
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Mars	2015	1 375	39,9 %	15,9 %	
			Cumul annuel		3 720	-	3,6 %	
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Mars	2015	18 502	22,2 %	9,7 %	
			Cumul annuel		48 775	-	-5,7 %	

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

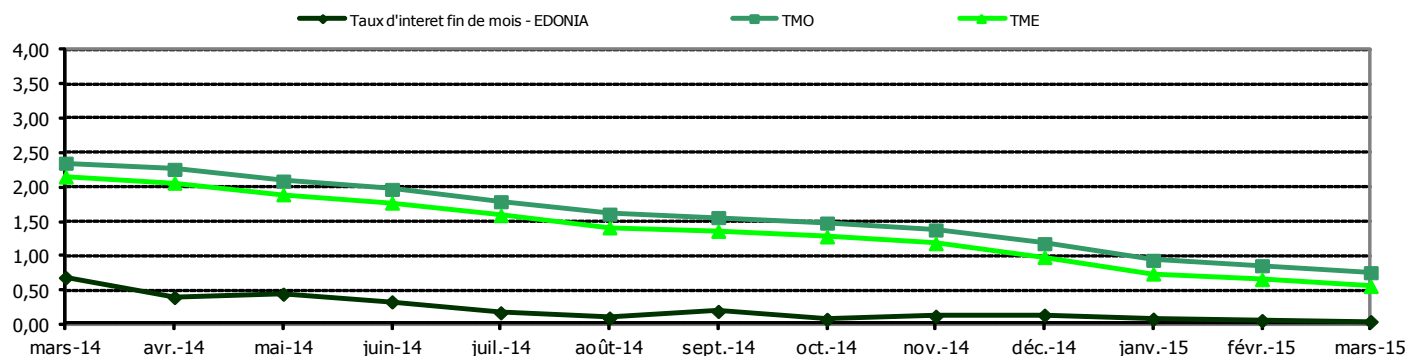
Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème		taux	0,05%	date d'effet	10/09/2014		
Taux de la facilité de prêt marginal			0,30%		10/09/2014		
Taux de la facilité de dépôt			-0,20%		10/09/2014		
Taux d'intérêt légal 1er semestre 2015 - JORF du 27/12/2014							
Créances de personnes physiques			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/02/15)				
(Hors besoins professionnels) :	4,06%	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*		
		1,00%	1,00%	1,50%	2,00%		
Autres cas :	0,93%				CEL*		
					0,75%		
			* hors prime d'Etat				
Taux d'intérêt fin de mois - EONIA			Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR				
Décembre	Janvier	Février	Mars	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1440%	0,0860%	0,0640%	0,0500%	-0,0150%	0,0190%	0,0870%	0,1980%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Décembre	Janvier	Février	Mars	Décembre	Janvier	Février	Mars
0,98%	0,74%	0,66%	0,56%	1,18%	0,94%	0,86%	0,76%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} avril 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,49%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,57%
Prêts à taux variable	4,09%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,01%
Prêts-relais	4,73%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	3,76%
Autres prêts		Découverts en compte	13,28%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	2,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,15%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,04%	Découverts en compte	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

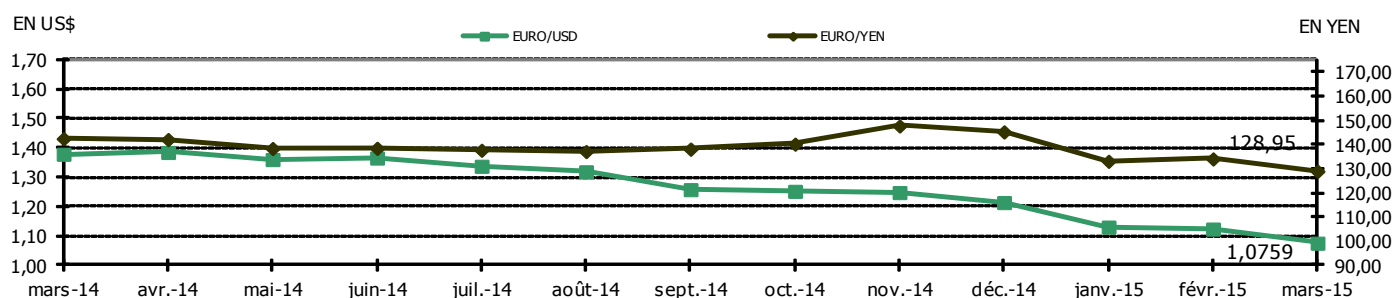
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,0759	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,1324	EURO/SRD (Surinam)	3,5413
EURO/JPY (Japon)	128,9500	EURO/BWP (Botswana)	10,6831	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	1,9209
EURO/CAD (Canada)	1,3738	EURO/SCR (Seychelles)	14,7568	EURO/DOP (Rép. Dom.)	47,9845
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7273	EURO/MUR (Maurice)	39,1259	EURO/BBD (La Barbade)	2,1463
EURO/SGD (Singapour)	1,4774	EURO/BRL (Brésil)	3,4958	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	6,8392
EURO/HKD (Hong-Kong)	8,3422	EURO/VEF (Vénézuéla)	6,7522	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3176,4335	EURO/XCD (Dominique)	2,8975	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J.-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de la Dothémare - 97 139 les Abymes

Achévé d'imprimer le 17 avril 2015 - Dépôt légal : avril 2015 - ISSN 1240-3806